

Le gouvernement et La Poste à l'offensive: Agir maintenant !

Non content de s'attaquer frontalement aux cheminot·e·s, Macron fonce pied au plancher sur le dossier des retraites ■ Menant une offensive sans précédent contre les étudiant·e·s, les salarié·e·s, les migrant·e·s, le gouvernement n'hésite pas à user de la répression la plus brutale ■ A La Poste, c'est le même phénomène. Tout comme à la SNCF, ou dans les finances publiques, les résistances se construisent contre la casse du service public postal, en particulier à la distribution ■ L'heure n'est donc pas à la résignation, mais bien à la mobilisation. A nous de faire que mai 2018 soit beaucoup plus qu'une commémoration de mai 68!

Après la première rencontre, en décembre, entre les confédérations syndicales et Jean-Paul Delevoye (Haut-commissaire à la réforme des retraites), le gouvernement donnait l'impression de vouloir décaler son projet de réforme des retraites, le temps d'imposer la réforme de la SNCF. En fait, le chantier a déjà commencé, avec le lancement des "consultations" des organisations syndicales.

Le message est clair: le gouvernement veut frapper vite et fort. Macron n'hésite pas à s'attaquer en même temps aux cheminot·e·s, l'une des franges les plus combattives du salariat, et aux retraité·e·s.

Stratégie du choc

Si Macron prend ce risque, c'est qu'il veut profiter de son début de mandat pour infliger une défaite majeure à une frange des salarié·e·s et des classes populaires. Le but: mettre KO debout l'ensemble de notre camp social, afin de rayer de la carte des décennies, voire des siècles de conquêtes sociales, arrachées à force de grèves et de luttes.

Il ne faut pas s'y tromper. Ce n'est pas seulement le statut des cheminot·e·s ou des fonctionnaires qui est dans le viseur, mais bien tout ce qui permet de protéger les travailleurs et les travailleuses contre la voracité sans limite des capitalistes.

Par delà nos différences, nous bénéficions toutes et tous d'un statut, via les conventions collectives par exemple. Intolérable pour un patronat et un gouvernement qui rêvent de salarié·e·s totalement "ubérisé·e·s", c'est à dire individualisé·e·s, atomisé·e·s, sans salaire ni horaires garantis. Bref, une société sans statut, sans droit du travail.

Répression tous azimuts

Mais si le Medef et ses serviteurs à l'Élysée et Matignon veulent forcer le destin en utilisant la manière forte, ils savent aussi que leur position est potentiellement fragile, en dépit des prévisions de croissance économique revues à la hausse. C'est pourquoi une répression de plus en plus brutale s'abat, non seulement sur les militant·e·s, mais aussi sur quiconque entend résister. Parmi les premiers à en faire les frais, celles et ceux qui, confronté·e·s à la situation inhumaine vécue par les migrant·e·s, leur viennent en aide, alors que les identitaires et autres fachos peuvent parader en toute tranquillité. A Notre-Dame-des-Landes, c'est une véritable opération militaire qui a été menée contre les zadistes.

C'est aussi la 1^{ère} fois qu'un gouvernement se permet de faire intervenir les



flics dans des universités. Des interventions particulièrement violentes, contrairement à ce que raconte la communication gouvernementale. D'ailleurs le cas de notre camarade Gaël Quirante est emblématique. Il combine répression gouvernementale et patronale, puisqu'il a été licencié par La Poste, suite à l'autorisation de la Ministre du Travail.



A La Poste aussi, leurs profits contre nos emplois

En fait la situation à La Poste est similaire à celle de l'ensemble du monde du travail.

Le programme de démantèlement des services publics s'intitule "Action publique 2022", le plan stratégique postal "Ambition 2020". Preuve que gouvernement et dirigeants de La Poste sont grosso modo sur le même timing... et exactement sur la même ligne politique. Cette dernière se résume facilement: la chasse aux emplois, afin d'augmenter les profits. Le coût social de cette politique, nos patrons s'en moquent comme de leur premier jeton de présence.

Toutes et tous dans la même galère

Dans cette guerre qui nous est livrée, aucun métier, aucun service n'est épargné. Dans les services financiers, OTT met par terre les organisations de travail, au mépris de la santé des agents. L'autre grand chantier, la mutualisation des activités, se traduit par des suppressions d'emplois et des fermetures de centres. C'est la même logique au niveau des services supports, avec SLD.

Au Réseau, la machine infernale des fermetures de bureaux et des réductions d'horaires tourne à plein. Au Colis, le recours à la sous-traitance est massif. Il se développe de plus en plus également dans les PIC, comme les CDD et autres GEL. Une précarisation accrue, mais aussi un management de plus en plus autoritaire, afin de passer le trafic, alors que le nombre de postes ne cesse de diminuer.

A la distri, la résistance s'organise

Cela fait longtemps, depuis "Facteur d'avenir", que les factrices et les facteurs passent à la moulinette permanente des réorganisations. Ces dernières années, le rythme s'est encore accéléré, avec en plus un accord soi-disant historique pour organiser et chapeauter le processus.

Distri pilotée, nouveaux services non comptés dans le temps de travail, heures sup non payées: autant de raisons d'en avoir ras-le-bol. Quand La Poste parachève son entreprise de destruction avec la méridienne et les sacoches (le directeur de la Branche vient d'annoncer la création de 3 000 îlots à l'horizon 2020), la coupe est pleine.

Des grèves départementales, qu'il faut généraliser

Quatre mobilisations à dimension départementale sont en cours (35, 33, 92, 13).

Ce n'était pas arrivé depuis des années. Malgré cela, les directions sont inflexibles, parce que c'est le cœur du schéma industriel courrier qui est en jeu. Inflexibles mais aussi fébriles, puisque face à l'efficacité de ces grèves pour bloquer le trafic, elles tentent de les briser par tous les moyens. Entre autres: l'organisation de centres parallèles dans une ferme abandonnée, ou le déplacement d'agents d'autres régions, tous frais payés, pour rempla-

cer les grévistes.

La Poste parie sur l'essoufflement de ces luttes, mais elle en est pour ses frais. La détermination ne faiblit pas. La solidarité financière aide évidemment, mais la meilleure aide que nous puissions apporter à nos collègues, c'est de nous aider nous-mêmes. C'est-à-dire entrer en lutte et les rejoindre sur nos propres revendications, qui de toute façon touchent, pour l'essentiel, à l'emploi.

Emploi : arnaques et vieilles ficelles

Philippe Wahl, PDG de La Poste, a fait passer l'annonce via le journal Les Echos: l'entreprise va recruter 5500 personnes en 2018, dont 3000 factrices et facteurs. Des chiffres censés frapper les esprits, et redorer le blason passablement terni de la boîte (entre autres par la médiatisation de la crise sociale, et les différents "bad buzz" sur les nouveaux services).

Certaines organisations syndicales s'en félicitent et s'en attribuent le mérite, dans la continuité de leur signature de l'accord distri. Mais, si on suit la logique, cet accord n'aura finalement servi à rien puisque les recrutements sont supérieurs à ce qu'il prévoyait (en fait les suppressions d'emplois ont été si massives que la direction est obligée de lâcher un minimum de lest). Plus important, d'une part ces embauches ne couvrent toujours pas les 10 000 départs par an (retraites, licenciements...), d'autre part on peut nourrir des inquiétudes sur les CDI concernés, puisque La Poste recrute de plus en plus de CDI intérimaires (qui ne travaillent donc pas uniquement à La Poste).

Sud PTT participe à l'ensemble des dates de mobilisation interprofessionnelle qui émaillent le mois de mai.

Mais notre fédération entend également construire, avec toutes les organisations syndicales qui le voudront, une journée de mobilisation nationale à La Poste, fin mai-début juin.

RÉDUCTION DES EFFECTIFS À LA POSTE

